

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 24/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LUMIVER**

108 avenue de la République  
Site de la Sucrierie  
59113 Seclin

Références : -  
Code AIOT : 0007004888

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement LUMIVER implanté 108 avenue de la République Site de la Sucrierie 59113 Seclin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2024.

Elle a été réalisée dans le cadre d'une action nationale portant sur la thématique "PFAS".

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LUMIVER

- 108 avenue de la République Site de la Sucrierie 59113 Seclin
- Code AIOT : 0007004888
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Lumiver a été créée en août 1999. Elle est spécialisée dans la collecte et la valorisation des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), ainsi que dans le transit de déchets spéciaux (batteries, piles, cartouches d'encre,...). Elle est également spécialisée dans le traitement des tubes fluorescents plus communément appelés tubes néons.

L'établissement est soumis à autorisation au titre des rubriques 2711-1 (installation de transit, regroupement et tri de DEEE), 2718-1 (installation de transit, regroupement et tri de déchets dangereux) et 2790-1.b (installation de traitement de déchets dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Il relève également de la directive IED au titre des rubriques:

- 3510: Traitement de déchets dangereux (rubrique principale) : Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour;
- 3550 : Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 PFAS

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site LUMIVER a mis en œuvre les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation. Elle a même anticipé son application en réalisant ses 3 campagnes d'analyses dès l'automne 2023 alors que, faisant

partie des sites dits de la 3ème vague, elle devait réaliser sa 1ère campagne de mesures le 27 mars 2024 au plus tard. Sur le fond, ce premier état des lieux a permis de vérifier que la quantité de PFAS présente dans les rejets aqueux du site LUMIVER à Seclin est non significative. Sur la forme, l'exploitant n'avait pas déclaré l'ensemble des résultats des 3 campagnes de mesures sur l'application GIDAF. Le jour-même de l'inspection, il a normalisé sa situation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<b>Constats :</b>  Le site Lumiver de Seclin (59) est concerné par les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif aux PFAS présents dans les rejets aqueux car, selon son arrêté d'autorisation, le site relève des rubriques n° 2970 et 3510 de la nomenclature des installations classées (régime de l'autorisation pour ces 2 rubriques).  Lors de l'inventaire, l'exploitant n'a pas détecté d'autres substances PFAS que celles indiquées au 2° de l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023. Selon l'exploitant, il n'y a pas de substance PFAS produite par dégradation. Il indique également qu'il n'a pas connaissance si des mousses d'extinction d'incendie ont été utilisées ou pas sur le site de Seclin.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une

manière plus générale.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site LUMIVER de Seclin dispose de 2 points de rejet des effluents aqueux. Le premier concerne les eaux sanitaires et le second les eaux pluviales. Ce dernier est situé en extérieur, dans une aire de chargement et de déchargement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Il est le seul rejet susceptible d'être contaminé par des PFAS.</p> <p>Compte-tenu de la rubrique d'autorisation n° 3510, la société LUMIVER était concernée par la 3ème vague de campagnes de mesure. A ce titre, elle devait réaliser ses 3 campagnes mensuelles en réalisant sa 1ère campagne au plus tard le 27 mars 2024. La société LUMIVER a devancé cette échéance en réalisant ses campagnes dès l'automne 2023. Dans les faits, elle a effectué ses 3 campagnes mensuelles : - du 18 au 19 octobre 2023 ; - du 15 au 16 novembre ; - du 20 au 21 décembre.</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés par le laboratoire CERECO.</p> <p>Les analyses des 20 PFAS listés dans l'arrêté du 20 juin 2023 et du paramètre AOF ont été confiées au laboratoire AL-WEST BV (Agrolab).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le laboratoire CERECO (agence de Lieu-Saint-Amand - 59111) a effectué les prélèvements, il est accrédité COFRAC sous le n° 1-0894. Son accréditation concerne les eaux résiduelles.</p> <p>Le laboratoire AL-WEST BV (Agrolab), situé au Pays-Bas, est quant à lui accrédité selon la norme internationale EN ISO/IEC 17025-2017 pour l'analyse des 20 substances PFAS de l'arrêté du 20 juin 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Exigences pour les prélèvements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon les rapports du laboratoire CERECO, les prélèvements ont été effectués pendant des périodes de fonctionnement normal de l'installation. Les échantillons des 3 campagnes mensuelles ont été réalisés sous accréditation COFRAC selon la norme de prélèvement/échantillonnage FD T90-523-2 "Qualité de l'eau - guide de prélèvement pour le suivi de la qualité des eaux dans l'environnement - prélèvement des eaux résiduelles". Ils ont été prélevés pendant une période de 24 heures. La température et le pH ont été mesurés en continu. Le transport des échantillons vers le laboratoire d'analyses a été fait dans une enceinte maintenue à une température de 5° C +/- 3° C.</p> <p>L'analyse des 20 substances PFAS a également été réalisée sous accréditation selon la norme ISO 21675 "Qualité de l'eau - Détermination des substances d'alkyle polyfluorés (SPFA) dans l'eau".</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Précisions des mesures

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/l est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/l est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon les rapports de l'organisme CERECO, les concentrations des substances PFAS des 3 campagnes mensuelles ont été mesurées dans le respect de la limite de quantification de 100 ng/l. En ce qui concerne le paramètre AOF, la limite de quantification de 2 µg/l est également respectée pour les 3 campagnes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection nous avons consulté l'application GIDAF pour vérifier si l'exploitant avait déclaré les résultats de ses 3 campagnes. En séance, l'Inspection a constaté que ce n'était pas le cas. L'industriel avait mis en ligne les rapports des campagnes mensuelles d'octobre et novembre 2023. Il manquait donc la déclaration des résultats ainsi que le rapport de la campagne de décembre 2023. L'inspection a rappelé que les résultats devaient être mis en ligne dans l'application GIDAF au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. L'exploitant a rapidement réagi puisque l'après-midi du 21/11/24, l'Inspection a reçu un mail de ce dernier indiquant qu'il avait déclaré l'ensemble des résultats de ses 3 campagnes mensuelles et mis en ligne le rapport de la campagne de décembre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite